

Message intersyndicale INRA (CGT-CFDT-SUD) du 27 février 2009

Tous à Paris le 5 mars pour obtenir le retrait du projet de décret créant le consortium et pour l'ouverture d'un large débat sur l'avenir de la recherche publique agronomique et vétérinaire

En l'absence de quorum le 26 février, la Direction de l'INRA vient de convoquer une seconde fois, le 5 mars, un Comité Technique Paritaire pour donner un avis sur le décret (lien vers le texte du projet de décret SVP) constitutif du Consortium National pour l'Agriculture, l'Alimentation, la Santé Animale et l'Environnement. Les organisations syndicales CFDT, CGT et SUD maintiennent leur refus d'y siéger. Elles veulent empêcher l'adoption de ce projet, qui ne tient aucun compte des revendications exprimées par les représentants de plus de 80% du personnel. Elles demandent un large débat sur les évolutions de la recherche et l'enseignement supérieur du champ agronomique avec tous les acteurs, au premier rang desquels les personnels.

Aucun quorum n'est nécessaire cette fois-ci pour requérir l'avis de cette instance, indispensable avant la tenue d'un Conseil d'Administration décisionnaire.

Les organisations syndicales appellent donc les personnels de l'INRA à se mettre en grève et à venir s'opposer, aux côtés des représentants du personnel, à la mise en place du projet de consortium en bloquant la tenue de cette réunion. Elles donnent donc rendez-vous à tout le personnel au siège à Paris (147 rue de l'Université) à partir de 9 heures, le 5 mars 2009. *Un préavis de grève est déposé pour cette journée.*

La concrétisation de ce consortium, orienté vers les recherches les plus finalisées de l'INRA, comme il est dit dans le projet de décret, peut conduire prochainement - avec la création en parallèle de l'Institut du Vivant, au dépeçage de l'INRA.

Selon les interlocuteurs, le double discours tenu par la DG sur cet Institut illustre la réalité du danger : tantôt elle affirme que rien n'existe - aucun rapport n'ayant pas été rendu public par le ministère -, tantôt elle y voit une « opportunité » pour les unités dont les thématiques sont éloignées de celles du consortium.

D'autre part, l'enseignement supérieur agricole est inquiet pour ses petites structures, comme nous sommes inquiets pour l'avenir des petits centres non adossés à des Etablissements d'enseignement supérieur.

Nos établissements de recherche et l'enseignement supérieur ont été livrés à la vindicte publique par le Président de la République, le 22 janvier dernier. Les accusations contenues dans son discours, construites autour d'amalgames et de contre-vérités, trahissent une absence totale de connaissance des questions de recherche et d'enseignement supérieur. Elles trahissent également le mépris du pouvoir envers le personnel de toutes les catégories.

Lors de cette intervention, N. Sarkozy a confirmé son objectif de transformer tous les EPST, l'INRA inclus, en agences de moyens, dont la politique scientifique serait décidée ailleurs, et dont les personnels, équipements et installations expérimentales seraient de fait au service des bailleurs de fonds, sur fond de réductions budgétaires et de suppressions d'emplois de fonctionnaires.

Face à la volonté de la Direction Générale et du ministère de passer en force, notre dernier recours est donc d'appeler au blocage des instances nationales, comme l'ont déjà effectué les personnels de l'INSERM, du CNRS et du CEMAGREF... Aujourd'hui, alors que les enseignants-chercheurs et les personnels des universités sont mobilisés et en grève depuis des semaines pour obtenir le retrait des décrets Pécresse, que de nombreux labos de recherche se joignent au mouvement, notre lutte contre ce projet de consortium prend tout son sens.

Nos collègues du CNRS avec leurs syndicats ont proposé de réunir le 12 mars 2009 une assemblée nationale de délégués mandatés par les laboratoires des organismes de recherche et des universités pour aller porter une adresse solennelle à l'Elysée pour la défense de notre système de recherche et d'enseignement supérieur. Nous appelons les personnels INRA à s'inscrire largement dans cette initiative avec leurs propres revendications, notamment par rapport au rejet du Consortium, et à désigner les délégués par unités et centres pour cette assemblée.

Tous en grève et mobilisés pour obtenir le retrait du projet de décret de Consortium, et l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir et l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur du champ agronomique.

Pour défendre l'INRA, la recherche publique et ses agents !

Le 5 mars 2009, faisons entendre notre voix !

Venez le plus nombreux possible à 9h au siège de l'Inra